

S'il est une loi tactique qui porte barbe blanche et tête chenue, c'est bien celle qui veut que pour ratisser large il faille viser pointu. Je m'explique : les politiques inacceptables, pour être acceptées, doivent s'appliquer d'abord à des cas inacceptables. Par exemple, pourquoi diable affligerait-on monsieur tout le monde d'un petit dépliant qui porte ses données biométriques ainsi que sa date et son lieu de naissance ? Voilà qui peut se comprendre pour fichier et surveiller les criminels, de même que le prélèvement d'ADN s'applique aux pédophiles multirécidivistes et tortionnaires d'enfants à la mamelle. Mais dans la réalité, les cartes d'identité et toutes les formes de fichages sont des instruments de contrôle globaux, de même que les prélèvements d'ADN concernent à peu près toutes les personnes, des prolos manifestants aux conducteurs en infraction.

Dire d'entrée : tout pays est un pays occupé, c'est un peu abrupt. Les serviteurs de l'ordre sont là pour veiller à ce que les ogres ne mangent pas les petits enfants, pas pour se comporter comme l'armée d'occupation des grands entrepreneurs et des ploutocrates transnationaux. C'est du moins le vague contrat qui se trouve proposé dans toute constitution qui se respecte. Pour imposer le fait que les flics se voient gratifiés d'attributs d'ordinaire destinés aux armées en campagne, ou que les armées se voient confier des tâches de maintien de l'ordre, il faut un cœur de cible, une raison exceptionnelle, des conditions dérogatoires. Le but, on le verra ensuite, n'est pas d'en rester là, mais de généraliser la dérogation et d'en faire une loi générale de fonctionnement.

Nous sommes de plus en plus nombreux sur cette terre. Si nombreux que les changements d'échelle pourraient bien se transformer en changement de nature au niveau des sociétés.

Régner sur quelques millions de crève-la-faim réclame certaines stratégies fondées sur la manipulation et la force. Mais régner sur quelques milliards de crève-la-faim s'avère autrement plus coton. L'explosion démographique tend à uniformiser la gestion des problèmes. Autrefois il y avait des métropoles et des colonies. Puis des pays riches et des pays pauvres, une variante de la première configuration. Mais à présent pauvres des pays riches et riches des pays pauvres ont tendance à former des masses mues par leurs intérêts concordants avec ceux des pauvres des pays pauvres, des riches des pays riches. L'énorme pouvoir politique des multinationales et les déplacements massifs de main-d'œuvre, en accroissement constant, font apparaître une guerre des classes mondiale, dans un contexte où les Etats considérablement affaiblis par les instances qui les surplombent, UE, OMC, etc... ne sont plus que le bras armé d'intérêts économiques privés et transnationaux, lesquels d'ailleurs tendent à l'échelle planétaire à dépouiller ces Etats de leur fonction régulatrice (sociale pour les poètes) pour n'en conserver que la fonction de contrôle et de répression mise à leur service.

Dans cette configuration, on enjoindra surtout à la Police de papa de surveiller les chantiers, de protéger les pipe-lines, d'imposer par la force des décisions aussi absurde pour le populo que rentables pour le bourgeois, et de veiller à la docilité de la chair à boulot. L'illusion démocratique pourrait en prendre un sacré coup dans les gencives s'il n'y avait pas pour justifier une oppression aussi grossière de palpables raisons.

Car on n'énuclée pas les enfants, on ne tue pas les vieillards, on ne multiplie pas les opérations d'intimidation en démocratie sans qu'il y ait un

danger qui l'explique. On ne transforme pas les flics en soldats et les soldats en flics juste pour faire mumuse. Il faut un état d'urgence. En France, cet état d'urgence providentiel a été décrété lors des émeutes de 2005 et appliqué du 8 novembre au 4 janvier 2006. Deux mois d'un régime d'exception renvoyant à sa dernière application (la guerre d'Algérie), alors que les émeutes n'avaient duré que quelques jours. Belmessous a fait paraître en 2010 "Opération banlieues, comment l'Etat prépare la guerre urbaine dans les cités françaises". Il y fait remarquer qu'après cet épisode, faisant suite d'ailleurs à des années d'une rénovation urbaine dans les banlieues qui empruntait les préceptes du baron Haussmann : faciliter les mouvements de troupe et rendre difficile la guérilla, le sempiternel "Livre blanc sur la Défense" est devenu en 2008 "Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale". Ça n'a l'air de rien, mais c'est une révolution conceptuelle. La sécurité nationale, on a envie de dire où ? Contre qui ? Car si les flics font régner l'ordre intérieur, les troufions défendent le pays contre ses ennemis. Ceux-ci seraient donc à l'intérieur ? Comme d'habitude, on va en effet cibler les ennemis potentiels de l'intérieur, ceux qui sont issus de la colonisation. Mais comme on le verra par la suite, ce n'est que la phase 1. Sous le prétexte bienvenu que les populations les plus pauvres et les plus discriminées sont un peu trop remuantes, on va peaufiner un dispositif qui s'appliquera par la suite à l'ensemble de la population, remuante ou pas.

Sarkozy est à l'origine de cette fusion-confusion des rôles de la police et de l'armée. Son dada est la Sécurité nationale, qui a l'avantage d'être aussi bien extérieure qu'intérieure, et d'avoir des ennemis potentiels partout.

Rapidement, en 2008, la gendarmerie va passer sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Comme le faisait remarquer un gendarme anonyme, si on avait évité ça jusqu'ici, c'était pour écarter le spectre de la véritable garde présidentielle que pourrait constituer une armée aux ordres de l'intérieur, pour peu que le reste de la Grande Muette soit réduite à portion congrue par des restrictions budgétaires drastiques. N'ayons pas le mauvais esprit de penser que c'est exactement pour ça que cette réforme a eu lieu. Classiquement, la police est vue comme violente, grossière, ayant le tutoiement et l'insulte facile, tandis que les gendarmes seraient plus civilisés. Mais quand on se penche sur tous les documents concernant les affrontements de Sivens, on trouve des gendarmes qui sont aussi prolixes que de vulgaires BAC ou des CRS. On trouve d'ailleurs, la dernière nuit, des gendarmes protégeant un lieu où il n'y a plus rien à protéger au moyen d'armes de guerre. La zone sensible n'est pas une cité regorgeant de trafiquants de came salafistes ceinturés de bombes mais un chantier en rase campagne, preuve que les moyens, une fois qu'on les a mis sur pied, sont faits pour s'appliquer en dehors du champ qui les a vu naître. Passer de la lutte armée contre la délinquance à la lutte armée pour le capital, ça a pris quelques années, c'est à présent dans les clous. Ceux qui s'en étonnent auraient pu s'y intéresser à l'époque pas si lointaine où en banlieue il suffisait d'avoir dans son carnet d'adresse le numéro de téléphone du fils de la copine de l'oncle de la belle-sœur d'un islamiste présumé pour passer deux ans au placard avant d'être libéré sans la moindre excuse après un classement de dossier. L'écolo est en passe de faire pâlir l'étoile de l'islamiste, déjà amoindrie par l'autonome. Qui sera le suivant ? Les flics sont de

plus en plus équipés et paradent dans les rues comme dans un jeu vidéo, le plus bénin étant hérissé de tonfa, lanceur de balle, lacrymo, taser. Certains ont beau me dire que ça a toujours été comme ça, je me rappelle une époque pas si lointaine où on pouvait se promener en ville sans croiser un flic, ni un militaire, ni un de ces périflics armés que sont les agents de sécurité ferroviaire.

A Sissone, en Picardie, se trouve un centre d'entraînement aux actions en zone urbaine pour les soldats. Avec la fusion programmée de la sécurité intérieure et extérieure, des stratégies militaires de guerre urbaine peuvent être employées dans un cadre de simple maintien de l'ordre. Pourquoi ce glissement vers des pratiques certes courantes en dictature, mais plutôt décriées en démocratie ? Pourquoi cette militarisation de l'économie ? Dans l'absolu et suivant la logique de l'Etat, qu'on défende quelque chose d'aussi ouvertement stratégique et aussi souterrainement militaire qu'une centrale nucléaire comme celle de Golfech au point de tuer un opposant peut se concevoir. C'est dégueulasse mais l'Etat reste dans son rôle. Qu'on défende jusqu'à mort d'homme et en tout cas jusqu'à mutilation un chantier d'aéroport, de tunnel, de parc d'attraction, de barrage, d'usine à viande et j'en passe définit clairement le front de la guerre économique et sociale : cette guerre très concrète ne se livre pas autour d'un territoire, quoiqu'elle en occupe matériellement plusieurs, pas plus qu'autour d'un clivage politique classique. Elle se livre, littéralement, entre un peuple dépossédé de toute décision et le pouvoir du fric, qu'il soit politique, policier, militaire ou médiatique. Elle se livre, avec une intensité croissante mais sur des théâtres inédits, entre des humains qui veulent se réapproprier leur vie et ceux qui confisquent à leur

profit tous les monopoles, la violence, la monnaie,
l'organisation de la société.